



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT (TAS)

**REGLEMENT D'ARBITRAGE POUR
LA COUPE DU MONDE DES CLUBS DE LA FIFA 2025™**



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

REGLEMENT D'ARBITRAGE POUR LA COUPE DU MONDE DES CLUBS DE LA FIFA 2025™

Art. Premier Application du présent règlement et compétence du Tribunal Arbitral du Sport (TAS)

Le présent règlement a pour but d'assurer, dans l'intérêt des clubs participants et du sport, la résolution par la voie de l'arbitrage des litiges couverts par l'article 50 des Statuts de la FIFA, dans la mesure où ils surviennent lors de – et en relation avec – la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA 2025 ("CMC FIFA"), à savoir entre le 14 juin et le 13 juillet 2025, les deux dates comprises.

Article 2 Chambre ad hoc

Pour la durée de la CMC FIFA, le Conseil International de l'Arbitrage en matière de Sport (CIAS) établit une Chambre ad hoc du TAS (ci-après la "Chambre ad hoc") ayant pour mission de procurer la solution arbitrale des différends visés à l'article premier par l'intermédiaire de Formations mises en oeuvre conformément au présent règlement.

La Chambre ad hoc comprend des arbitres figurant sur une liste spéciale, un/e Président/e et un Greffe.

Article 3 Liste spéciale d'arbitres

Le CIAS, agissant par l'intermédiaire de son Bureau, établit la liste spéciale d'arbitres prévue à l'article 2.

Cette liste spéciale comprend uniquement des arbitres qui figurent sur la liste football des arbitres du TAS.

La liste spéciale d'arbitres est publiée avant l'ouverture de la CMC FIFA. Elle peut être modifiée ultérieurement par le Bureau du CIAS en cas de besoin.



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

Article 4 Présidence

Le Bureau du CIAS élit le/la Président/e de la Chambre ad hoc et son/sa suppléant/e parmi les membres du CIAS. Le/la Président/e assume les fonctions qui lui sont dévolues par le présent règlement et toutes autres utiles au bon fonctionnement de la Chambre ad hoc.

Le/la Président/e de la Chambre ad hoc et son/sa suppléant/e doivent être indépendants des parties.

Article 5 Greffe

Le Greffe du TAS est établi à Lausanne, Suisse, et est placé sous la responsabilité du Directeur Général du TAS.

Article 6 Langue de l'arbitrage

La langue de l'arbitrage est l'anglais, le français ou l'espagnol, conformément à la décision du/de la Président/e de la Chambre ad hoc.

Article 7 Siège de l'arbitrage et droit régissant l'arbitrage

Le siège de la Chambre ad hoc et de chaque Formation est fixé à Lausanne, Suisse. Toutefois, la Chambre ad hoc et chaque Formation peuvent accomplir tous les actes relevant de leur mission en tout autre lieu qu'elles jugent approprié.

L'arbitrage est régi par le chapitre 12 de la Loi suisse sur le droit international privé.

Article 8 Représentation et assistance

Les parties peuvent se faire représenter ou assister par les personnes de leur choix dans la mesure où les circonstances le permettent, notamment au regard du délai fixé pour la sentence. Les noms, adresses, adresses électroniques, numéros de téléphone et autres moyens écrits de communication électronique des personnes



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

représentant les parties figurent dans la requête mentionnée à l'article 10 ou sont communiqués en début d'audience.

Article 9 Notifications et communications

a) Les notifications et communications émanant de la Chambre ad hoc (Formation, Présidence ou Greffe) sont effectuées comme suit :

- à l'appelant : par remise à l'adresse figurant dans la requête ou à l'adresse électronique indiquée dans la requête ;
- à l'intimé : par remise ou par courrier électronique adressé à son bureau ou lieu de séjour pendant la CMC FIFA.

La Chambre ad hoc peut également effectuer des communications et notifications par téléphone, confirmées ultérieurement par écrit ou par courrier électronique. En cas d'omission de confirmation écrite, la communication est néanmoins valable si son destinataire en a effectivement eu connaissance.

b) Les notifications et communications émanant des parties sont effectuées par courrier électronique.

Article 10 Requête

Toute personne physique ou morale qui entend saisir la Chambre ad hoc du TAS d'un litige au sens de l'article premier du présent règlement, soumet une requête écrite au Greffe par dépôt ou par courrier électronique.

La requête doit comprendre :

- une copie de la décision contestée, le cas échéant ;
- une brève description des faits et des moyens de droit fondant la requête ;
- les prétentions de l'appelant ;
- le cas échéant, une requête tendant à l'octroi de l'effet suspensif ou de toute autre mesure provisionnelle revêtant une extrême urgence ;



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

- toutes explications utiles sur le fondement de la compétence du TAS ;
- l'adresse de l'appelant et, le cas échéant, l'adresse électronique à laquelle l'appelant peut être atteint pour les besoins de la procédure ainsi que, le cas échéant, les mêmes indications pour la personne représentant l'appelant.

La requête doit être rédigée en anglais, en français ou en espagnol.

Pour autant que les clubs concernés ne sont pas parties à la procédure et ne reçoivent pas un exemplaire de la requête en cette qualité, celle-ci leur est communiquée à titre d'information.

Article 11 Délai pour le dépôt de la requête

La requête doit être soumise au Greffe par dépôt ou par courrier électronique dans le délai prévu à l'art. 50 des Statuts de la FIFA et pour autant que toutes les voies de droit internes à la FIFA aient été préalablement épuisées.

Article 12 Constitution de la Formation

Dès le dépôt de la requête, le/la Président/e de la Chambre ad hoc nomme un Arbitre unique ou une Formation composée de trois arbitres figurant sur la liste spéciale au sens de l'article 2 ci-dessus (la "Formation") et en désigne le/la Président/e.

Si une requête est enregistrée et qu'elle est connexe à un arbitrage pendant devant la Chambre ad hoc, le/la Président/e de la Chambre ad hoc peut attribuer le second litige à la Formation nommée pour trancher le premier litige. Pour décider d'une telle attribution, le/la Président/e de la Chambre ad hoc prendra en considération toutes les circonstances, y compris la connexité entre les deux affaires et l'avancement de la procédure dans la première affaire.

Le Greffe communique la requête à la Formation.



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

Article 13 Indépendance et qualifications des arbitres

Tout arbitre doit avoir une formation juridique et avoir une compétence reconnue en matière de sport. Il/elle doit être indépendant/e des parties et a l'obligation de révéler immédiatement toute circonstance susceptible de compromettre son indépendance.

Tout arbitre doit être à la disposition de la Chambre ad hoc pendant la durée de la CMC FIFA. Les mêmes obligations s'appliquent au/à la Président/e de la Chambre ad hoc et à son/sa suppléant/e.

Un arbitre de la Chambre ad hoc ne peut agir en qualité de conseil pour une partie ou tout autre tiers intéressé devant cette chambre .

Article 14 Récusation et révocation des arbitres

Un arbitre doit se récuser spontanément ou, à défaut, peut être récusé par une partie si les circonstances permettent de douter légitimement de son indépendance. Le/la Président/e de la Chambre ad hoc est compétent/e pour connaître de toute demande de récusation présentée par une partie. Il/elle tranche sans délai après avoir donné l'occasion aux parties et à l'arbitre concerné/e de s'exprimer, dans la mesure où les circonstances le permettent. La récusation doit être requise dès connaissance du motif de récusation.

Tout arbitre peut être révoqué par le/la Président/e de la Chambre ad hoc si il/elle est empêché/e d'accomplir sa mission ou si il/elle n'exerce pas ses fonctions conformément au présent règlement.

En cas de récusation spontanée ou si le/la Président/e de la Chambre ad hoc admet la récusation requise par une partie ou procède à la révocation d'un arbitre, le/la Président/e de la Chambre ad hoc désigne sans délai un arbitre remplaçant l'arbitre récusé ou révoqué.



Article 15 Effet suspensif ou mesures provisionnelles d'extrême urgence

En cas d'extrême urgence, le/la Président/e de la Chambre ad hoc ou la Formation, si elle est déjà constituée, peut statuer sur une demande tendant à la suspension des effets de la décision contestée ou à l'obtention de toute autre mesure provisionnelle sans audition préalable de l'intimé. La décision octroyant de telles mesures cesse de déployer ses effets au plus tard lorsque la Formation rend une décision au sens de l'article 21 du présent règlement.

Pour décider de l'octroi de mesures provisionnelles, le/la Président/e de la Chambre ad hoc ou la Formation prend en considération le risque de dommage irréparable qu'encourt l'appelant, les chances de succès de l'appel au fond et l'importance des intérêts de l'appelant par comparaison à ceux de l'intimé ou à d'autres participants à la CMC FIFA.

Article 16 Procédure devant la Formation

a) Exception d'incompétence

Toute exception d'incompétence de la Formation doit être soulevée d'entrée de cause et, au plus tard, au début de l'audience.

b) Modalités de la procédure

La Formation organise la procédure selon les modalités qu'elle estime appropriées en tenant compte des besoins et des circonstances spécifiques de la cause, des intérêts des parties, en particulier de leur droit d'être entendu, ainsi que des impératifs particuliers de rapidité et d'efficacité propres à la présente procédure ad hoc. La Formation a le contrôle de la procédure probatoire.

c) Audience

Sauf si elle considère un autre mode de procéder plus approprié, la Formation, dès réception de la requête, convoque les parties à une audience à très brève échéance. Elle joint une copie de la requête à la convocation adressée à l'intimé.



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

Sauf si la Formation en décide autrement, l'audience a lieu par vidéo-conférence ou par conférence téléphonique.

A l'audience, la Formation entend les parties et procède aux mesures d'instruction utiles. Les parties produisent à l'audience toutes les preuves dont elles entendent faire état et amènent les témoins qui sont entendus sur le champ.

Si elle s'estime suffisamment informée, la Formation peut ne pas tenir d'audience et rendre une sentence immédiatement.

d) Autres mesures probatoires

Si une partie requiert une mesure probatoire supplémentaire, que légitimement elle n'était pas en état de produire à l'audience, la Formation peut l'ordonner dans la mesure nécessaire à la résolution du litige.

La Formation peut, à tout moment, procéder à toute mesure d'instruction utile. Elle peut en particulier nommer un expert et ordonner la production de documents, informations ou autres preuves. Elle a également le pouvoir discrétionnaire d'admettre ou d'exclure toute offre de preuve des parties et d'apprécier librement les preuves. La Formation informe les parties en conséquence.

e) Défaut

Si les parties ou l'une d'elles ne se présentent pas à l'audience ou ne donne pas suite aux injonctions, convocations ou autres communications de la Formation, celle-ci peut néanmoins procéder.

Article 17 Pouvoir d'examen de la Formation

La Formation revoit les faits fondant la requête avec plein pouvoir d'examen.

Article 18 Droit applicable

La Formation statue sur la base des règlements de la FIFA et, à titre supplétif, du droit suisse.



Article 19 Délai dans lequel une décision est rendue

La Formation rend une décision dans un délai de 48 heures à compter du dépôt de la requête. A titre exceptionnel, ce délai peut être prolongé par le/la Président/e de la Chambre ad hoc si les circonstances l'exigent.

Article 20 Prise de décision, forme et communication de la décision

La décision est prise à la majorité ou, à défaut, par le/la Président/e de la Formation. Elle est écrite, datée et signée par l'Arbitre unique / le/la Président/e de la Formation et, en principe, sommairement motivée. Avant la signature, la sentence est revue par le/la Président/e de la Chambre ad hoc qui peut procéder à des modifications de forme et, sans pour autant porter atteinte à la liberté de décision de la Formation, attirer l'attention de celle-ci sur des questions de fond.

Elle est communiquée aux parties sans délai. La Formation peut communiquer le dispositif avant la motivation. La sentence est exécutoire dès le prononcé du dispositif.

Pour autant que les clubs concernés ne sont pas parties à la procédure et ne reçoivent pas un exemplaire de la sentence en cette qualité, celle-ci leur est communiquée à titre d'information.

Article 21 Contenu et portée de la décision

a) Choix entre sentence finale ou renvoi

En tenant compte de l'ensemble des circonstances de la cause, y inclus les prétentions de l'appelant, la nature et la complexité du litige, l'urgence d'une résolution, l'importance des mesures d'instruction nécessaires et des questions de droit à trancher, le droit des parties d'être entendues et l'état du dossier à l'issue de la procédure ad hoc, la Formation peut soit rendre une sentence finale, soit renvoyer le litige à l'arbitrage du TAS, selon le Code de l'arbitrage en matière de sport. La Formation peut aussi rendre une sentence



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

au fond sur partie du litige et renvoyer la partie non résolue du litige à la procédure habituelle du TAS.

b) Mesures provisionnelles en cas de renvoi

Si elle renvoie le litige à la procédure habituelle du TAS, la Formation peut, même en l'absence de requête des parties à cet effet, prononcer des mesures provisionnelles qui déploient leurs effets jusqu'à décision contraire des arbitres dans la procédure habituelle du TAS.

c) Renvoi

Si la Formation renvoie le litige à la procédure habituelle du TAS, les dispositions suivantes s'appliquent :

- i) La Formation peut soit fixer un délai à l'appelant pour saisir le TAS selon les articles R38 ou R48 du Code de l'arbitrage en matière de sport, soit prévoir le renvoi d'office. Dans les deux cas, les délais fixés par les statuts ou règlements de l'organisme dont la décision est contestée ou par l'article R49 du Code de l'arbitrage en matière de sport ne s'appliquent pas.
- ii) Le Greffe du TAS attribue l'arbitrage en fonction de sa nature soit à la Chambre d'arbitrage ordinaire, soit à la Chambre arbitrale d'appel.
- iii) La Formation constituée pendant la CMC FIFA reste saisie du litige pour les besoins de la procédure habituelle du TAS et, par la soumission au présent règlement, les parties renoncent à invoquer toute disposition contraire du Code de l'arbitrage en matière de sport ou de leur convention concernant le nombre d'arbitres et le mode de constitution de la Formation.
- iv) En cas de renvoi d'office, le Greffe du TAS prend toute disposition utile pour la mise en oeuvre de la procédure habituelle du TAS compte tenu, en particulier, de la présente disposition.



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

Article 22 Caractère exécutoire; absence de voies de recours

La décision est immédiatement exécutoire. Elle ne peut faire l'objet d'aucun appel ou autre voie de droit.

Article 23 Frais de la procédure

- (a) Sous réserve du paragraphe f) ci-dessous, les parties doivent s'acquitter de leurs propres frais, y inclus frais et honoraires d'avocats, d'experts, de témoins et d'interprètes.
- (b) Si la Formation nomme un expert ou un interprète, ou ordonne l'audition d'un témoin ou d'un expert, les frais relatifs à ces nominations doivent être inclus dans les frais d'arbitrage.
- (c) A l'issue de la procédure, la Formation détermine le montant final des frais d'arbitrage, qui incluent :
 - les frais administratifs du TAS, calculés selon le barème du TAS,
 - les frais et honoraires des arbitres,
 - les frais de témoins, experts et interprètes encourus par les parties.
- (d) Le décompte final des frais d'arbitrage peut soit figurer dans la sentence, soit être communiqué aux parties séparément.
- (e) Dans la sentence arbitrale, la Formation détermine quelle partie supporte les frais de l'arbitrage ou dans quelle proportion les parties en partagent la charge. Toutefois, les procédures concernant des appels contre des décisions rendues par la FIFA dans le cadre d'affaires disciplinaires sont gratuites. Dans ce cas, les frais et honoraires des arbitres, calculés selon le barème du TAS, de même que les frais du TAS sont pris en charge par le TAS.
- (f) En principe, la Formation peut librement ordonner à la partie qui succombe de verser une contribution aux frais d'avocat de l'autre partie, ainsi qu'aux frais encourus par cette dernière pour les besoins de la procédure,



TAS / CAS

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT
COURT OF ARBITRATION FOR SPORT
TRIBUNAL ARBITRAL DEL DEPORTE

notamment les frais de témoins et d'interprète. Lors de la condamnation aux frais d'arbitrage et d'avocat, la Formation tient compte de la complexité et du résultat de la procédure, ainsi que du comportement et des ressources des parties.

Article 24 Dispositions diverses

Les textes anglais, français et espagnol font foi. En cas de divergence, le texte anglais prévaut.

Le présent règlement a été adopté par le Bureau du CIAS, le 28 mai 2025, sur la base des articles 49 et 50 des Statuts de la FIFA et des articles S6, paragraphes 1, 8 et 10, S8, S23 et R70 du Code de l'arbitrage en matière de sport.

Le présent règlement fait partie intégrante du Code de l'arbitrage en matière de sport ; en cas de divergence entre les deux textes, le Règlement d'arbitrage pour la CMC FIFA 2025 fait foi en tant que règlement spécifique.

Le présent règlement peut être modifié par le CIAS conformément à l'article S8 du Code de l'arbitrage en matière de sport.

* * * * *